

Justice/ Point-presse, hier, du Syndicat national des magistrats du Gabon Grève jusqu'à satisfaction totale de ses revendications

SNN
Libreville/Gabon

Pendant cette période, un service minimum sera observé, sauf qu'aucune audience publique ne se tiendra dans toutes les juridictions du pays

A la suite de la décision de reconduire la grève prise en assemblée générale, vendredi dernier, par les membres du Syndicat national des magistrats du Gabon (Synamag), les magistrats de Libreville étaient face à la presse, hier, à l'esplanade du palais de justice, à la faveur d'un point-presse qui avait pour but de préciser les modalités de suivi

de ce nouvel arrêt de travail. Pour l'essentiel, il en ressort, notamment que, le Synamag est de nouveau en grève, jusqu'à satisfaction totale de ses revendications. Il rassure toutefois qu'un service minimum sera assurée pour, entre autres, l'examen des dossiers mis en délibéré. Aucune juridiction ne tiendra des audiences publiques. Les grévistes sont, par ailleurs, revenus sur la rencontre qu'ils ont eue, mardi dernier, avec la tutelle, et au cours de laquelle le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Alexis Boutamba Mbina, leur a réaffirmé son engagement à prendre en compte leurs revendications portant sur la réfection des bâtiments de Port-Gentil et de Franceville, l'application du décret 404

aux magistrats hors hiérarchie dès cette fin du mois, ainsi que du départ imminent des occupants de l'immeuble de Batterie 4. Dubitatif, le Synamag a opté pour la reconduite de son mouvement de grève. Car, selon les magistrats, « aucune autre expression ne peut exprimer le désintérêt ainsi affiché par les autorités si ce n'est que notre tolérance semble avoir été prise pour une faiblesse. Notre réserve a été exploitée à nos dépens et notre impartialité transformée en une arme dirigée contre nous », a martelé Germain Nguema Ella, président du Synamag. Pour la poursuite de cette grève, il a indiqué qu'un piquet sera observé par tous les magistrats au palais de Justice



Photo : SNN

Les magistrats lors du point-presse d'hier.

de chaque ville. Pour le cas de Libreville, les piquets de grève se tiendront, chaque mardi et jeudi, tour à tour, au palais de Justice, à l'immeuble de Batterie

4, au Conseil d'État, à la Cour des comptes, au Tribunal administratif, à la cour d'Appel et au ministère de la Justice.

Africa N°1/ Après sept mois de grève

Les agents grévistes n'en peuvent plus !

LBON
Libreville/Gabon

Leur syndicat en a appelé à l'intervention du président de la République, lors d'une conférence de presse à Libreville.

« AFRICA N°1 ne mourra pas. » Cette affirmation des pouvoirs publics ne rassure plus les agents de la station panafricaine qui ont tenu à manifester leur colère, hier, au cours d'une conférence de presse animée par le bureau du Syndicat des communicateurs d'Africa N°1 (Syca). Au menu des échanges avec les médias, les promesses non tenues du gouvernement concernant, entre autres, l'apu-

rement des arriérés des salaires, la reprise des prestations sociales et la mise sur pied d'un plan social. A en croire le président du Syca, Jean-Félix Ngawin Ndong, le blocage observé dans l'application des dites mesures est dû à la non tenue du conseil d'administration ayant pour objet la revitalisation de la radio, en proie à de graves difficultés de fonctionnement depuis 2011. Devant la presse, les syndicalistes ont manifesté leur ras-le-bol face aux humiliations de toutes sortes. « Non seulement nos salaires sont payés au petit bonheur de la chance depuis pratiquement cinq, voire six ans, mais, les conditions de travail sont extrêmement difficiles, aucun véhicule de transport n'est opérationnel, le plateau tech-

nique est obsolète, manque de logistique adéquat à la rédaction, etc. », confie l'un d'eux. « Le plus surprenant c'est de constater que les instructions du Premier ministre demandant de nous payer les arriérés de trois mois de salaires de l'année 2016 ne soient pas suivies d'effet », s'étonne Jean-Félix Ngawin Ndong, qui n'a pas manqué de s'interroger sur la durée réelle du redressement judiciaire décidé en 2011. Il faut rappeler que la station panafricaine Africa N°1 observe, depuis décembre dernier, son mouvement de grève le plus long. D'où l'appel des syndicalistes, lancé à l'endroit du président de la République, pour une implication personnelle, en vue de trouver une solution rapide et définitive à cette crise qui n'a



Photo : LBON

Le président du syndicat d'Africa N°1, Jean-Félix Ngawin Ndong, animant la conférence de presse.

que trop duré. « Nous demandons d'être libérés. Le temps qui passe finit par nous convaincre qu'Africa N°1 ne peut

plus être épargnée d'une liquidation. La peine ne vaut de vouloir entretenir un faux espoir », conclut le président du Syca.

Photo : AFP



Le journaliste vedette David Pujadas "ne sera pas reconduit", en septembre, pour présenter le journal télévisé de 20 heures sur France 2, qu'il anime depuis plus de quinze ans, a-t-on appris, hier, auprès de la chaîne. "Après quinze ans passés à la tête du JT de France 2, David Pujadas annonce qu'il ne sera pas reconduit à la présentation du 20 heures, à partir de septembre", a indiqué le site d'information du groupe France Télévisions. David Pujadas, 52 ans, né à Barcelone de mère française et de père espagnol, présentait le journal télévisé de 20 heures de la chaîne publique depuis septembre 2001.

Éducation/ Santé sexuelle et de la reproduction (SSR) en milieu scolaire Les encadreurs des pairs éducateurs en formation

EL
Libreville/Gabon

Des représentants des établissements scolaires des communes de Libreville, Owendo et Akanda reçoivent, depuis le début de la semaine, les rudiments nécessaires devant leur permettre de former des clubs santé au sein de leurs écoles, lycées et collèges.

LE Comité de lutte contre le Sida du ministère de l'Éducation nationale (Colusimen) organise, depuis lundi dernier, un atelier de formation à l'intention des enseignants et personnels d'encadrement de trois grands établissements secondaires des communes de Libreville, Owendo et Akanda (Lycée national Léon Mba, CES Mikolongo et lycée technique national Omar Bongo). Pour Marie Laure Eliwa, la coordinatrice principale, cet atelier s'inscrit dans la poursuite des activités du Colusimen. Il a pour objectif d'apporter des rudiments nécessaires aux participants dans



Photo : EL

La coordinatrice du Colusimen, Marie-Laure Eliwa, lors de son intervention.

les domaines de la Santé sexuelle et de la reproduction (SSR) des jeunes et des adolescents, du VIH/Sida, des Infections sexuellement transmissibles (IST), du dépistage et de la démonstration du port du préservatif et de son usage, etc. Au terme de ce rendez-vous, les représentants de ces trois établissements secondaires, renforcés par cette formation d'encadreurs des pairs éducateurs, vont s'atteler, à partir du lundi prochain, à la mise en

place des clubs santé au sein de leurs lycées et collèges respectifs. « A leur tour, ils iront former les élèves en vue de la constitution des clubs santé pour promouvoir une sexualité responsable auprès des jeunes et, pourquoi pas d'autres couches de la société », a expliqué Mme Eliwa. De ce fait, elle a appelé les responsables des écoles, lycées et collèges ainsi que les parents d'élèves à adhérer massivement à ce projet qui vise à promouvoir des comportements res-



Photo : EL

Une vue des participants.

ponsables auprès des enfants, parfois mal éduqués par les réseaux sociaux. Un des formateurs, Mme Matsougou ép Kombila Kombila, intervenant sur la SSR, a rappelé que la sexualité est l'ensemble des phénomènes sexuels ou liés au sexe chez les êtres vivants. L'éducation sexuelle des enfants ne doit plus être un sujet tabou aujourd'hui. « La non maîtrise ou la non observation de certaines règles en la matière expose les jeunes à des risques de tous genres, notamment les gros-

sesse précoces ou non désirées, les maladies, etc. », a-t-elle dit en substance. Au cours des échanges, l'accent a été mis sur la maîtrise de la puberté, du cycle menstruel dont l'observation ne concerne pas uniquement la femme, le port du préservatif et la nécessité de se préserver même au sein d'un foyer, en cas de nécessité. Cette session de formation financée par le Fonds des nations unies pour l'enfance (Unicef) prend fin demain.

•Technologies

Une prison s'équipe d'un bouclier virtuel anti-drones

La prison de l'île anglo-normande de Guernesey va installer un bouclier virtuel contre les drones pour empêcher le survol de ces appareils capables de livrer aux détenus armes, drogue ou téléphones portables, un dispositif présenté comme une première mondiale.

•Vol d'un film inédit

Disney avoue faire l'objet d'un chantage

Le patron de Walt Disney, Bob Iger, a avoué, lundi, que des pirates informatiques, qui affirment avoir réussi à voler un film inédit, demandent "une énorme rançon", selon The Hollywood Reporter. M. Iger n'a pas révélé quel film aurait été volé, mais a affirmé que le géant du divertissement refuse de se plier au chantage, selon The Hollywood Reporter, qui a rapporté les propos tenus par le P-DG de Disney pendant une réunion à New York avec des employés de ABC, la chaîne de télévision du groupe.

Rassemblés par I. I.